

La nomination de la ministre des sports à la tête d'un super ministère englobant l'Éducation n'aura fait que **confirmer un peu plus le mépris de la macronie envers le monde éducatif**. Mais plus que ça, cette nomination calamiteuse aura permis à la nouvelle ministre de mettre au grand jour la scandaleuse place qu'occupe l'enseignement privé dans l'Éducation nationale, au dépend d'une éducation gratuite, égalitaire et laïque.

Il est évident que l'intérêt de nos dirigeant-es pour l'École privée ne cesse de

STOP AU SÉPARATISME...

croître, au détriment bien sûr de l'égalité des chances prônée par l'enseignement public. **Que les élites choisissent de payer pour l'école de leurs enfants n'est pas un problème en soi, mais lorsque c'est avec de l'argent public (qui plus est dans des établissements hautement réactionnaires), il y a lieu de s'indigner ! Car oui, l'argent public finance en grande partie l'enseignement privé dit « sous contrat ». Et ça ne date pas d'hier.**

La loi Debré d'abord, a autorisé en 1959 que le public finance gracieusement des établissements privés en échange de leur conformité aux programmes nationaux. Puis la loi Blanquer en 2019, en étendant la scolarité obligatoire à 3 ans sans remettre en cause ce financement du privé, a même augmenté ses sources de financement. **Aujourd'hui ces établissements sont financés à plus de 76% par de l'argent public alors qu'ils sont les concurrents directs de l'enseignement public !**

Outre le fait que ces financements publics (de la part de l'État et des collectivités territoriales) permettent à certaines écoles de réaliser de gros bénéfices (que dire de Stanislas et ses quelques 3 millions d'euros de bénéfice l'an dernier), ils sont constamment et régulièrement dépourvus de contrôles quant à leur utilisation ou conformité vis-à-vis de la loi.

Parallèlement, nos écoles, nos collèges et nos lycées publics ne cessent de se dégrader, faute de moyens accordés à hauteur des besoins, faute d'intérêt de la part des pouvoirs publics tout simplement. Bâtis scolaires insalubres ou presque, manque de personnels, de remplaçant-es, classes surchargées, formations en faible nombre et de qualité inégale, rémunération en deçà des niveaux de qualification et de l'investissement demandé... le délabrement de l'École publique s'accélère. En conséquence, **les écoles privées jouissent d'un intérêt croissant. Elles représentent (à tort) pour beaucoup de familles (ayant les moyens de se détournent du secteur public) la seule voie de réussite scolaire et sociale. Ainsi, la mixité sociale est de plus en plus menacée et les élèves les plus favorisé-s se concentrent dans les écoles privées.**

Comment pouvons-nous accepter sans réagir l'abandon de l'ambition collective d'une même éducation de qualité pour tou·tes et partout sur le territoire ? Et comment accepter une ministre avec si peu d'égard pour l'École publique ?

Nos services publics sont progressivement détruits (retraites, hôpitaux, secteur de l'énergie, des transports, de la sécurité sociale, etc...). L'ère Macron ne fait qu'accélérer cette individualisation et cette mise en concurrence de la société. Notre École n'échappe hélas pas à ces politiques néolibérales. À nous d'exiger les moyens pour une École ambitieuse et égalitaire !